



***GÉOPOLITIQUE DE L'EAU EN
ASIE CENTRALE :
Une gestion entre coopération et
conflits***



172 Chemin de Cugnet
73800 Les Marches
France

www.sevea-asso.org
Skype : sevea.asso
contact@sevea-asso.org



Table des matières

INTRODUCTION	3
GEOGRAPHIE DES RESSOURCES EN EAU EN ASIE CENTRALE	4
UN HERITAGE LOURD ISSU DE L'ERE SOVIETIQUE	5
LA DIFFICILE GOUVERNANCE DE L'EAU EN ASIE CENTRALE	6
UN ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION ACTUELLE DE L'EAU EN ASIE CENTRALE	7
A – DESASTRE ECOLOGIQUE DE LA MER D'ARAL.....	7
B – MANQUE D'EFFICACITE DES SYSTEMES DE GESTION D'EAU.....	8
C – DIMINUTION DES RESERVES EN EAU.....	9
DES POLITIQUES ET DES INTERETS NATIONAUX TRES DIVERGENTS	9
CONCLUSION	10
BIBLIOGRAPHIE	11



Introduction

L'Asie centrale est le théâtre depuis plus de cinquante ans d'un conflit parmi les plus persistants de la planète pour l'utilisation de l'eau des deux fleuves de la région : l'Amou Daria et le Syr Daria.

Cette question est devenue encore plus cruciale lorsque le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont pris leur indépendance de l'Union soviétique au début des années 1990. En effet, alors que sous l'Union soviétique les questions hydriques et énergétiques de la région étaient gérées conjointement, la distribution géographique très particulière des ressources en eau et l'héritage historique soviétique ont mis ces pays, post désintégration soviétique, en état de forte dépendance les uns vis-à-vis des autres et face à de véritables défis écologiques, sanitaires et alimentaires. Aucun d'eux ne peut désormais gérer ses ressources hydrologiques sans négocier avec ses voisins sur la manière de le faire.

Dans la région, l'exemple même du désastre écologique est incarné par le sort de la mer d'Aral. Son volume entre 1960 et aujourd'hui a diminué de 90%. Elle est maintenant divisée en deux lacs avec une salinité croissante. Les quatre cinquièmes des espèces de poissons ont disparu et les conséquences sur la santé et les moyens d'existence de la population locale sont dramatiques.

Vu la situation de la mer d'Aral, l'on pourrait penser que l'Asie centrale manque d'eau. En réalité, la crise de l'eau en Asie centrale s'explique en majeure partie par la façon dont l'eau a été gérée et répartie. Il ne s'agit pour l'instant pas d'une crise liée à de la rareté, mais d'une crise liée à une mauvaise gestion.

Dans les années 90, un certain nombre d'instances de gouvernance régionales ont été mises en place afin de gérer de manière coordonnée les ressources en eau. A l'occasion de notre séjour au Kazakhstan, nous avons rencontré des membres du bureau de l'IFAS, une de ces instances de gouvernance. Selon leurs dires, l'enjeu aujourd'hui est de dépasser les intérêts nationaux de chacun des pays et d'aller vers une gestion commune des ressources hydriques et subséquemment des ressources énergétiques de l'Asie Centrale, sous peine que la situation dégénère et ne se transforme en une véritable et ouverte crise de l'eau et de l'énergie et dans le pire des cas en guerre.

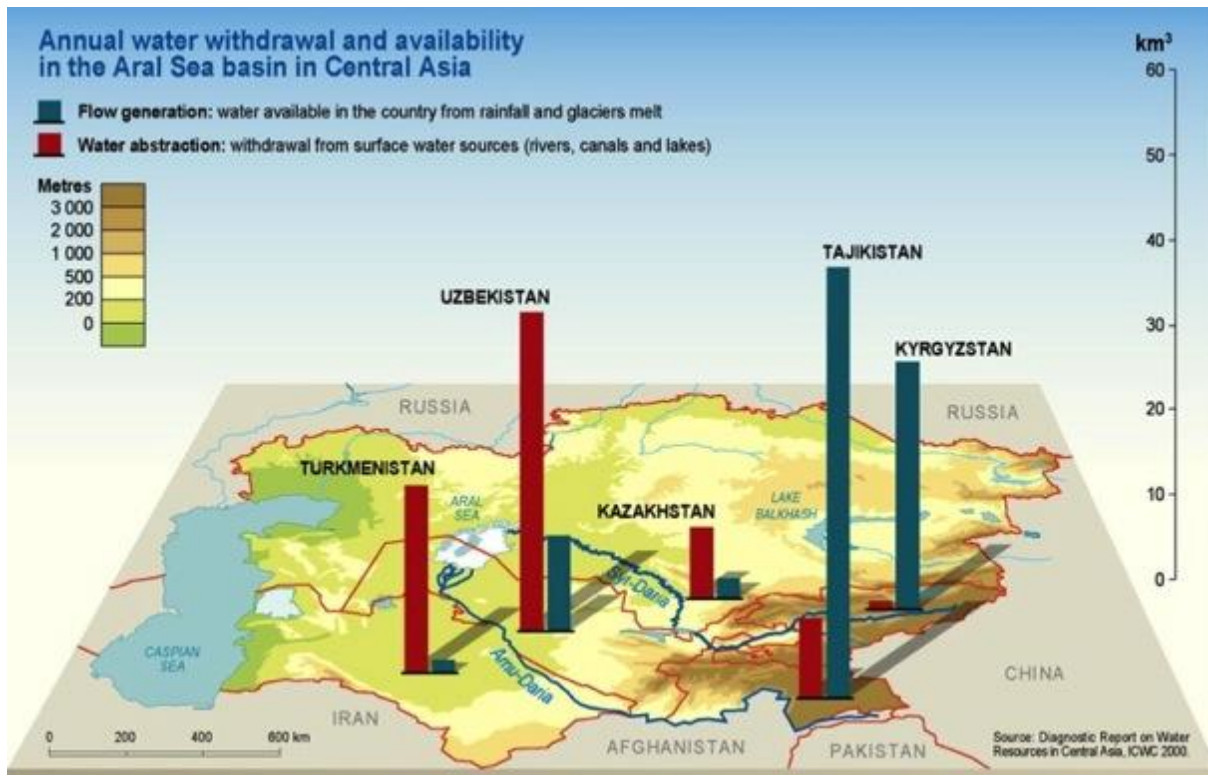


Géographie des ressources en eau en Asie Centrale

L'Asie Centrale est divisée entre une zone montagneuse au Sud et une zone plate et désertique au Nord. Ses terres sont pour la plupart situées dans des zones arides ou semi-arides. La région dépend donc, pour son approvisionnement en eau douce, des fleuves issus des glaciers situés dans les montagnes du Sud Est, dont les 2 principaux sont l'Amou Daria et le Syr Daria :

- L'Amou Daria a un débit annuel moyen d'un peu plus de 1 850 m³/s – c.à.d. autant que le Rhône en Camargue,
- Même si son débit est moins important que celui de l'Amou-Daria (débit annuel moyen de 600 m³/s), le Syr-Daria est le plus long fleuve d'Asie centrale (2 212 km).

Cette situation géographique très particulière crée une interdépendance très forte entre pays du Sud-Est et pays du Sud-Ouest :



Source : Diagnostic report on water ressources Central Asia, ICWC 2000

- Le sud-est regroupe deux pays « amonts » (Kirghizstan et Tadjikistan) qui possèdent la quasi-totalité des sources d'eau mais sont dépourvus de gaz et de pétrole,
- Le sud-ouest, avec deux pays « avals » (Ouzbékistan et Turkménistan) riches en pétrole et en gaz, mais n'ayant pas ou très peu de sources d'eau (malgré d'énormes besoins pour irriguer les immenses surfaces couvertes de cultures de coton et de riz).



Un héritage lourd issu de l'ère soviétique

Alors qu'au cours des siècles (sous les civilisations arabes, les Khans...), de nombreux systèmes complexes et sophistiqués de gestion de l'eau avaient été développés en Asie Centrale afin de compenser les faibles précipitations, le passage sous influence soviétique eut plutôt pour conséquence de dégrader l'efficacité des systèmes existants. Il permit toutefois d'instaurer un système de gestion régionale unifié des ressources en eau et énergie entre pays amont et pays aval.

Durant l'époque soviétique, une politique de modernisation agricole de l'Asie Centrale reposant sur le développement de la culture irriguée du coton a été mise en œuvre. Ce sont donc des zones entières de steppes et de déserts qu'il a fallu transformer en zones fertiles.

Pour répondre aux énormes besoins en eau de sa politique agraire, le gouvernement moscovite dut se baser et développer les systèmes d'irrigation préexistants tout en introduisant des différences notables dans le système de gestion : Sous les Khans, les administrateurs de l'eau étaient payés par les usagers et responsables de la qualité du service. Avec l'avènement de l'union soviétique, les gestionnaires de l'eau devinrent des fonctionnaires de l'administration russe ! Ceci eut pour conséquence de diminuer petit à petit l'efficacité des réseaux (l'incitation auprès des gestionnaires étant nettement moindre). De plus, ce fut bien souvent à des fonctionnaires sans expérience et sans connaissances locales qu'on attribua la responsabilité des réseaux locaux alors que l'intensification de la culture de coton aurait nécessité de véritables experts. Les institutions traditionnelles de gestion de l'eau s'en trouvèrent donc progressivement affaiblies sans que soient instaurés en contrepartie des mécanismes efficaces de contrôle pour lutter contre la corruption et les prélèvements d'eau illégaux.

En parallèle, pour développer ces cultures si gourmandes en eau, le gouvernement mis en place un système unifié de gouvernance de l'eau et de l'énergie dont l'influence est encore notable aujourd'hui : le système d'échange eau-énergie entre les différentes républiques et les quotas d'utilisation d'eau pour chaque république.

- Le système de quotas régula la quantité d'eau que chaque république avait le droit de prélever sur chacun des fleuves. Comme on le voit dans le tableau ci-dessous, ce système favorisait clairement les besoins en eau pour l'irrigation des pays en aval.

	Uzbekistan	Turkmenistan	Kazakhstan	Kyrgyzstan	Tadjikistan
Amu Darya	48.2%	35.7%	-	0.6%	15.5%
Syr Darya	50.5%	-	42.0%	0.5%	7.0%

Source : *From the glacier to the Aral Sea Water unites*, EC IFAS

- Le système d'échange d'eau contre de l'énergie entre les différentes républiques de l'union soviétique visait à ce que les pays en amont (Kirghizstan et le Tadjikistan) n'utilisent pas les immenses réservoirs, construits afin d'améliorer la régulation des rivières en fonction des besoins en irrigation, pour leurs besoins énergétiques. Ainsi afin d'indemniser le



Kirghizstan et le Tadjikistan de leurs pertes en terres arables et de leurs couts de gestion et de maintenance des réservoirs, les pays en aval leur fournissaient du charbon et du gaz en hiver.

La difficile gouvernance de l'eau en Asie Centrale

Quelques mois après l'indépendance, en 1992, dans le but de préserver les récoltes de coton des pays aval et de poursuivre les pratiques du passé, les pays d'Asie Centrale signèrent un accord de coopération pour une gestion concertée des ressources en eau. Cet accord reconnaissait la communauté et l'unité des ressources en eau de la région et conservait les quotas d'allocation hérités de l'époque soviétique. (cf.p5)

En parallèle de cet accord, d'autres accords régionaux furent conclus sur la question de l'eau en particulier pour gérer la crise de la mer d'Aral. C'est ainsi que furent instaurés deux organes de gouvernance :

- le fond international pour la mer d'Aral (IFAS - autorité politique qui guide et autorise l'action de l'ICWC selon des principes et politiques convenus par les États membres)
- et une commission interétatique chargée de la coordination de l'eau (ICWC- autorité technique qui régit et supervise la répartition des ressources en eau).

Malheureusement, selon les dires d'un membre de l'IFAS, ce cadre institutionnel ne gère pas réellement les eaux de la région. Le système de l'IFAS-ICWC ne fonctionne pas efficacement pour plusieurs raisons dont les suivantes :

- La principale est due au fait que chacun des cinq pays d'Asie centrale adopte et mène une politique de l'eau répondant à ses propres intérêts nationaux, les pays amont souhaitant utiliser leurs eaux pour la production d'électricité, les pays aval pour leur irrigation. Cela suscite de l'hostilité chez les voisins et les soupçons mutuels empêchent une participation et une collaboration constructive,
- La seconde est due au fait que ces institutions ont été créées principalement sous l'impulsion d'organismes internationaux (en particulier la Banque mondiale),
- La troisième est due à la présidence tournante de ces institutions et le changement des équipes en charge des projets à chaque fois qu'a lieu un changement de présidence.

Par conséquent, aujourd'hui le système de gouvernance des eaux en Asie centrale est, plus ou moins, dans l'impasse, malgré des efforts conséquents concernant la mise en place d'une base de données répertoriant l'ensemble des informations hydrologiques du bassin ; un certain nombre d'incidents frontaliers et interethniques liés aux droits de propriété sur l'eau éclatent de temps à autres.



Un état des lieux de la situation actuelle de l'eau en Asie centrale

Les conséquences de la politique agricole soviétique et de sa mauvaise gestion des ressources en eau se font encore lourdement sentir dans la région et se traduisent entre autre par le fait que 80% de la mer d'Aral se soit transformée en un désert, que 90% des terres à proximité de la mer d'Aral souffrent d'une hyper-salinisation et régulièrement de pénuries d'eau, que les quatre cinquièmes des espèces de poissons aient disparu et que les conséquences sur la santé et les moyens d'existence de la population locale sont dramatiques.

A – Désastre écologique de la mer d'Aral

Mer intérieure partagée entre le Kazakhstan au Nord et l'Ouzbékistan au Sud, la mer d'Aral, qui était en 1960 le 4^{ème} lac du monde¹ et qui couvrait 68 000 km² soit l'équivalent de deux fois la Belgique, a perdu aujourd'hui plus de la moitié de sa surface (30 000 km²).



Source : Prises de vue de la Mer d'Aral de la Nasa en 1985 et aujourd'hui

Alimentée par deux fleuves, le Syr Daria et l'Amou Daria elle s'est scindée en deux parties inégales en 1989 formant la Petite mer au Nord et la Grande mer au Sud. Le volume d'eau a baissé de plus de 75 % et le taux de salinité a triplé depuis 1950 atteignant aujourd'hui 30 g/l.

Face à ce désastre, au cours des années 1990, une digue a été construite entre la partie nord et la partie sud de la mer d'Aral. Comme cette digue était construite en sable pour des raisons d'économie, elle n'a pas résisté.

Avec le soutien de la Banque mondiale, une nouvelle digue de béton a été construite par le Kazakhstan entre 2003 et 2005, le barrage de Kokaral. Aujourd'hui même si ce barrage a permis au niveau des eaux de la petite mer du Nord de remonter permettant ainsi un retour des poissons la situation est toujours aussi critique pour la partie sud de la mer d'Aral.

¹ Les plus grands lacs/bassins intérieurs de la Terre:

1. Mer Caspienne, 371'000 km²/Asie
2. Lac Supérieur, 82'414 km²/Amérique du Nord
3. Lac Victoria, 69'485 km²/Afrique

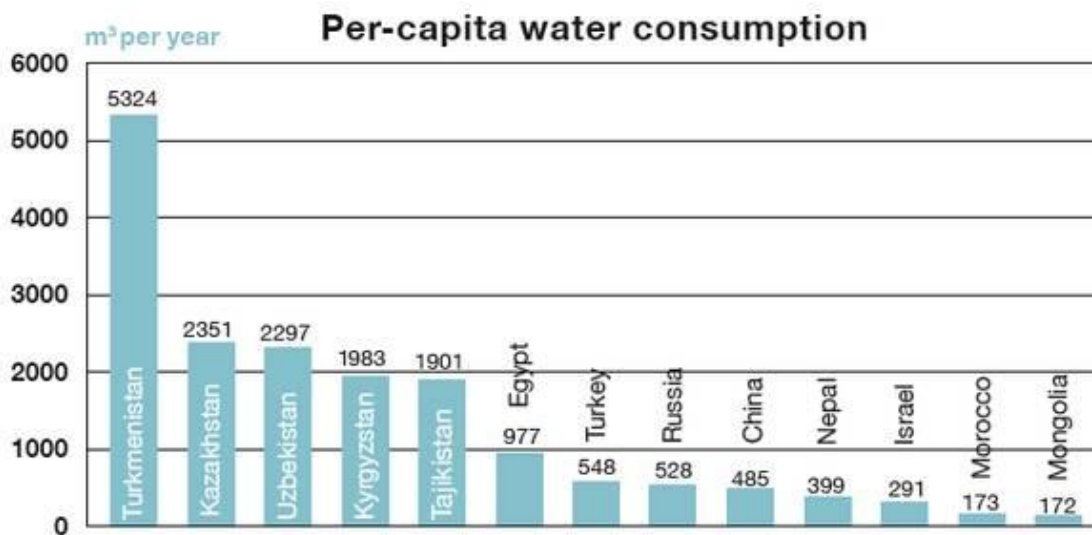


B – Manque d'efficacité des systèmes de gestion d'eau

Des décennies de surconsommation d'eau dans le secteur agricole (infrastructures détériorées, techniques d'irrigation inefficaces) ont façonnées de manière difficilement altérable les infrastructures, les économies, les structures sociales, les us et coutumes.

Des experts estiment par exemple que le canal de Karakum perd aujourd'hui entre 1/3 et 2/3 de ses eaux du fait de ses berges détériorées. D'autres encore considèrent que 80% des eaux réservées à l'irrigation de l'Asie Centrale sont perdues avant d'atteindre les champs. Selon le PNUD enfin, l'Asie Centrale détenait en 2006 le plus faible taux d'efficacité d'utilisation de ses ressources en eau.

Le graphique ci-dessous illustre bien ce manque d'efficacité.

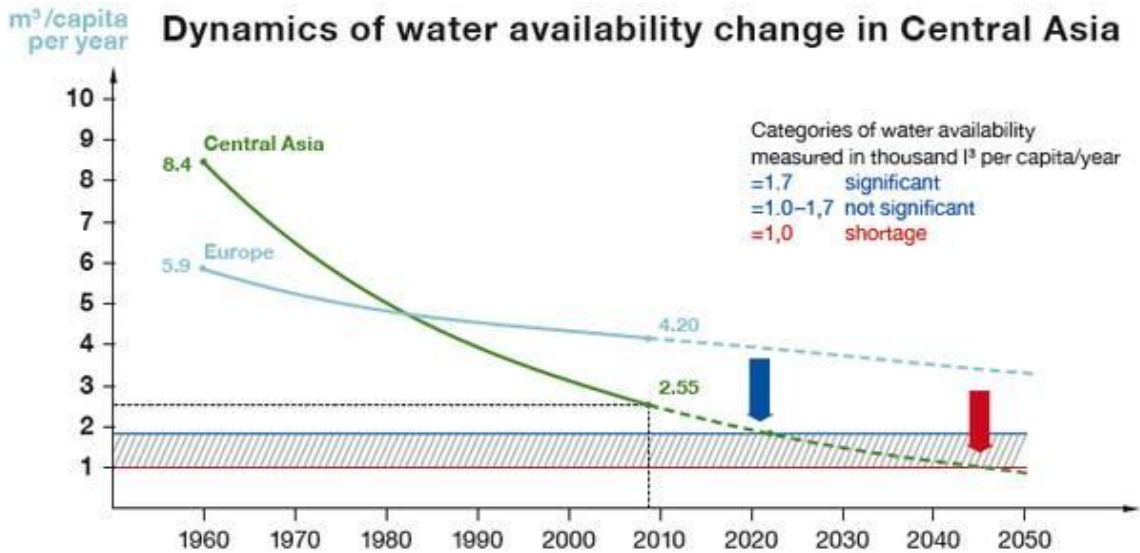


Source : From the glacier to the Aral Sea Water unites, EC IFAS

NB : L'Egypte et la Turquie ne sont en général pas considérées comme des exemples de gestion efficace



C – Diminution des réserves en eau



Source : From the glacier to the Aral Sea Water unites, EC IFAS

Comme le confirme le graphique ci-dessus, l'ensemble des facteurs abordés précédemment conduisent inévitablement à une diminution des ressources en eau par habitant.

A noter toutefois que le fait que cette rareté soit principalement d'origine humaine peut être vu comme une opportunité de faire évoluer la situation. En effet un changement de comportement et l'adoption de nouveaux modes de gestion de l'eau plus durable pourrait suffire à une inversion de la tendance.

Des politiques et des intérêts nationaux très divergents

Entre pays « aval » et pays « amont », les ressources et les besoins ne sont pas seulement divergents. Ils sont bien souvent opposés, ce qui a tendance à régulièrement générer des tensions diplomatiques et créer de nombreux problèmes Eau Energie.

Les pays en aval ont pour objectif premier, s'agissant de la gestion de l'eau, d'au minimum préserver la position qu'ils avaient acquises pendant l'ère soviétique afin d'assurer leur sécurité alimentaire et maintenir, si ce n'est pour certains, accroître, leurs zones irriguées.

Chaque pays étant dépendant du comportement et de la consommation des pays qui lui sont en amont, les tensions sont monnaies courantes et ce même entre pays « aval ». Par exemple, le Kazakhstan accuse régulièrement l'Ouzbékistan de vouloir contrôler arbitrairement le débit du fleuve, ce qui a pour effet d'anéantir régulièrement l'agriculture dans le sud du Kazakhstan.



Les pays en amont (Tadjikistan et Kirghizstan), quant à eux, ont pour objectifs :

- D'accroître leur capacité de production d'hydroélectricité,
- D'assurer leur autonomie alimentaire en étendant l'irrigation et en augmentant leurs prélèvements dans les rivières transfrontières.

La réponse des pays « aval » à ces velléités est unanime : Tous s'y opposent. Plus ou moins fortement, certes, mais ils s'y opposent.

L'Ouzbékistan s'est déjà opposé à la construction d'un barrage tadjik car il estime qu'il permettrait à ce dernier de contrôler les débits relâchés vers deux de ses provinces.

Les pays en aval du Kirghizstan s'opposent à un projet de construction de centrale hydraulique car ils considèrent que le Kirghizstan relâche déjà trop d'eau du barrage actuel pendant l'hiver et pas assez en été. La temporalité de besoins en électricité des pays amont est en effet différente de celle des besoins en irrigations des pays aval. Les besoins en énergie sont les plus forts en hiver ce qui implique de relâcher beaucoup d'eau dans les barrages hydrauliques en hiver inondant ainsi les terres arables en aval qui avec le froid gèlent (les champs de coton en Ouzbékistan et au Kazakhstan furent inondés pendant les hivers 1993, 1998 et 2001). Au contraire les besoins en irrigation l'été des pays aval demandent au pays amont de se séparer de leurs réserves hydrauliques pour l'hiver.

Conclusion

Face aux enjeux et conflits actuels liés à la gestion des ressources en eau, les instances de gouvernances régionales mises en place semblent ne pas parvenir à réguler la situation et instaurer une gestion commune et coordonnée. L'enjeu aujourd'hui est de dépasser les enjeux nationaux de chacun des pays sous peine que la situation dégénère et ne se transforme en crise de l'eau et de l'énergie.

Récemment le Kazakhstan a annoncé son intention de se déconnecter du réseau énergétique unifié d'Asie Centrale si les pays de la région ne parvenaient pas à s'entendre avant la fin de l'année 2012 au sujet des activités communes (les à-coups dans le système énergétique unifié deviennent, ces dernières années, de plus en plus fréquents).

Selon des experts de La Voix de La Russie, dans le cas où Astana se retirerait du système, l'Ouzbékistan suivrait. En réaction, le Tadjikistan et le Kirghizstan se mettraient à détourner l'eau des rivières. Un sérieux conflit à propos de l'énergie et de l'eau pourrait alors commencer entre ces quatre pays.



Bibliographie

- Jeremy Allouche, 2003, « Géopolitique de l'eau en Asie centrale : de la colonisation Russe à la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan (1865-2002) »
- « Asie Centrale : y aura-t-il une guerre pour l'énergie et l'eau ? » Alexandra Zakharova - la Voix de la Russie
- From the glacier to the Aral Sea Water unites, EC IFAS
- openDemocracy : Kazakhstan : glaciers and geopolitics
Gestion de l'eau : entre conflits et coopération - Philippe Rekacewicz et Salif Diop